

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1143 le 30 août 2020

Dans ce numéro

**Au moins onze morts et des dizaines de blessés après un double attentat dans le sud des Philippines...**

(Page 2)

**Aux États-Unis, arrestation d'un professeur employé par la NASA accusé de relations avec une université chinoise...**

(Page 3)

**Un commandant arménien aurait été capturé par des militaires azerbaïdjanais...**

(Page 4)

**L'armée chinoise annonce avoir repoussé un destroyer américain navigant dans les eaux des îles Paracels...**

(Page 6)

**Le logiciel espion israélien Pegasus aurait été vendu à plusieurs États du Golfe...**

(Page 7)

**La Justice américaine demande la confiscation de 280 comptes bancaires qui seraient liés à des hackers nord-coréens...**

(Page 8)

## FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

## Sept élèves et leur enseignante kidnappés par des inconnus armés dans le nord du Nigeria...

Au Nigeria, des hommes armés ont kidnappé en pleine classe sept élèves et leur enseignante dans un village de l'État de Kaduna, dans le nord du pays. Les assaillants ont pris place à deux ou trois sur une vingtaine de motos et ils ont envahi le village de Damba-Kasaya, lundi, en tirant en l'air. Ils sont entrés dans le lycée Prince Academy où les élèves préparaient leur examen de fin d'études, ont expliqué des villageois témoins de la scène, précisant que les assaillants ont enlevé les élèves et leur enseignante. « Nous ne savons pas où ils les ont emmenés » a indiqué Iliya Bawa, un habitant de Damba-Kasaya. L'armée a été déployée dans le village faisant fuir les derniers hommes armés qui terrorisaient la population.

(La voix de l'Amérique, le 26-08-2020)

## Un acte de sabotage serait à l'origine de l'explosion de l'installation nucléaire iranienne de Natanz...

L'Organisation de l'énergie atomique d'Iran a déclaré qu'un acte de sabotage était à l'origine de l'explosion dans l'installation nucléaire de Natanz, début juillet, a rapporté dimanche la télévision iranienne *Al-Alam*. Le 2 juillet dernier, une explosion que plusieurs médias étrangers ont attribuée à Israël ou aux États-Unis, et qui, selon certains experts, aurait considérablement retardé le programme nucléaire iranien, a endommagé une usine de développement et d'assemblage de centrifugeuses de pointe. Un site d'information iranien a donné le nom d'un suspect, fin juillet, qui, selon les autorités, est à l'origine de l'explosion. Selon le média *Didban Iran (Iran Watch)*, le Corps des gardiens de la révolution islamique a conclu que l'instigateur de l'explosion était Ershad Karimi, un entrepreneur établi sur le site qui possède la société MEHR, qui fournit des équipements de mesure de précision. Selon le *New York Times*, l'explosion a très probablement été provoquée par une bombe posée sur le site, vraisemblablement sur une conduite de gaz stratégique. Le journal n'exclut pas la possibilité qu'une cyberattaque ait été menée pour provoquer un dysfonctionnement ayant conduit à l'explosion. L'explosion de Natanz fait partie d'une série d'explosions mystérieuses survenues sur des sites stratégiques iraniens ces dernières semaines, qui ont été largement attribuées à Washington, à Jérusalem, ou aux deux.

(I24News, le 24-08-2020)

## Le marché boursier néo-zélandais très perturbé suite à une série de cyberattaques...

La bourse est à l'arrêt en Nouvelle Zélande. Victime de cyberattaques, le marché boursier néo-zélandais est très perturbé depuis quatre jours. Le pays a fait appel à ses services de renseignement. Des intrusions parrainées par un État ou des activités anticapitalistes de type *Anonymous* sont soupçonnées.

(Radio Vatican, le 28-08-2020)

### **Au moins onze morts et des dizaines de blessés après un double attentat dans le sud des Philippines...**

Aux Philippines, dix personnes ont été tuées hier dans de multiples attentats à la bombe perpétrés par des militants islamiques présumés dans le sud du pays. Les responsables militaires du pays ont déclaré que l'attaque s'était produite malgré le déploiement de mesures de sécurité extrêmement strictes, en raison des menaces d'attaques des militants liés au groupe État islamique. Le commandant militaire régional, le lieutenant général Corleto Vinluan, a déclaré que cinq soldats et quatre civils avaient été tués lors de la première attaque lorsqu'une bombe attachée à une motocyclette a explosé à midi. L'explosion a eu lieu près de deux camions de l'armée stationnés devant une épicerie et un magasin d'informatique dans la ville de Jolo, dans la province de Sulu. La deuxième explosion, apparemment celle d'une femme kamikaze, s'est produite à proximité, environ une heure plus tard, et a tué la kamikaze et un soldat. Une troisième bombe, non explosée, aurait été découverte sur un marché public. Des responsables militaires et de police ont déclaré que près de quarante soldats, policiers et civils avaient été blessés dans les attentats à la bombe.

*(All India Radio, le 25-08-2020)*

### **Un rapport d'Amnesty International souligne la multiplication des attaques et des enlèvements au Nigeria...**

Les attaques et les enlèvements se multiplient au Nigeria. Le pays du golfe de Guinée suscite l'inquiétude internationale. Depuis janvier, plus de 1 100 Nigériens ont été tués, surtout dans le centre et le nord-ouest. C'est ce que relève un rapport de l'ONG Amnesty International publié hier et l'inaction des autorités nigérianes est pointée du doigt. Les éleveurs nomades musulmans et les agriculteurs sédentaires chrétiens sont en conflit depuis plusieurs années pour l'accès aux terres. Le conflit entre éleveurs et agriculteurs dans le centre du Nigeria a fait six fois plus de morts que les victimes de Boko Haram. Mais selon Osai Ojigho, directrice d'Amnesty International Nigeria, c'est l'incapacité des autorités nigérianes à enquêter sur les affrontements et à traduire les auteurs en justice qui favorise l'escalade des violences. Malgré l'adoption de la loi interdisant la transhumance et le pâturage libre visant à favoriser l'agriculture et à promouvoir des fermes d'élevage clôturées les violences se poursuivent entre éleveurs et agriculteurs pour refus d'application de la loi par les éleveurs nomades.

*(Radio Vatican, le 25-08-2020)*

### **Deux morts et plusieurs blessés après l'attaque d'un convoi dans le nord-est du Nigeria...**

Deux personnes ont été tuées et quinze autres blessées dans l'attaque d'un convoi de marchandises dans l'état de Borno, dans le nord-est du Nigeria, a annoncé vendredi le responsable d'une milice civile locale. Le convoi, qui circulait sous protection militaire, a été pris en embuscade par des hommes armés, jeudi soir, dans le village de Mussine. Les voyageurs étaient partis de la capitale régionale, Maïduguri, et se dirigeaient vers Gamboru, une ville située à proximité immédiate de la frontière camerounaise. « Les insurgés ont tué deux civils et quinze autres sont sérieusement blessés » a indiqué à l'AFP le chef de la milice civile, Ibrahim Liman. « Les soldats ont ouvert le feu sur les assaillants qui ont battus en retraite, mais deux passagers ont malheureusement perdu la vie dans l'affrontement » a détaillé Umar Kachalla, un autre chef de milice. Les routes qui traversent l'État de Borno sont dangereuses en raison de la présence de combattants djihadistes de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) et de leurs rivaux de Boko Haram, qui dressent des barrages sur les routes, tuent ou enlèvent les voyageurs. Les convois qui circulent dans la zone bénéficient d'escortes militaires, mais ces mesures n'ont pas mis fin aux attaques.

*(Africa Radio, le 28-08-2020)*

### **Trois otages tchadiens de Boko Haram remis en liberté près du lac Tchad...**

Trois otages de Boko Haram ont retrouvé la liberté. Ils ont été libérés hier près du lac Tchad. Il s'agit de trois Tchadiens : un médecin, un infirmier et leur chauffeur, libérés après dix mois de captivité.

*(Radio Vatican, le 29-08-2020)*

### **Quatre militaires maliens tués et douze blessés par des djihadistes présumés dans le centre du pays...**

Au Mali, quatre soldats ont été tués et douze autres blessés jeudi, près de Mopti, dans le centre du pays, dans une embuscade imputée aux djihadistes. L'armée dit avoir riposté avec l'intervention de

moyens aériens qui ont permis de neutraliser une vingtaine de terroristes. Selon les informations communiquées par la gendarmerie malienne, c'est un convoi de treize camions et camions-citernes qui est tombé dans une embuscade entre Konna et Douentza. Ces camions étaient escortés par une section spécialisée dans la lutte contre le braconnage. Des hommes ont ouvert le feu après que l'un des véhicules du convoi a été touché par un engin explosif improvisé. Plusieurs véhicules ont été détruits dans l'attaque. La riposte de l'armée malienne est intervenue peu de temps après à travers des moyens aériens non précisés. Selon l'armée, une vingtaine de terroristes ont été neutralisés, deux pick-up récupérés et une dizaine de motos détruites. C'est la deuxième fois que les forces de sécurité maliennes essuient des pertes aussi lourdes depuis que les militaires ont pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État le 18 août dernier. Quatre soldats maliens avaient été tués samedi par l'explosion d'un engin au passage de leur véhicule.

*(La voix de l'Amérique, le 28-082020)*

### **En Colombie, quarante-deux personnes tuées par des inconnus armés depuis le 11 août...**

Trois personnes, dont un mineur de treize ans, ont été tués dans le nord-ouest de la Colombie par des hommes armés. Ils ont fait irruption dans une ferme et ont tiré sans un mot sur les victimes. C'est le neuvième massacre de ce genre en Colombie depuis le 11 août. Quarante-deux personnes ont été ainsi assassinées.

*(Radio Vatican, le 29-08-2020)*

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **Deux membres des services de renseignement nigériens auraient été tués par des séparatistes biafrais présumés...**

Deux agents des services de renseignement ont été tués dimanche lors d'affrontements avec des séparatistes biafrais, ont annoncé les autorités nigérianes, tandis qu'un groupe indépendantiste interdit a fait état de 21 morts dans ses rangs. Le Département de la sécurité d'État (DSS) a affirmé qu'une de ses patrouilles avait été attaquée à Emene, dans l'État d'Enugu, au sud-est, par des membres du mouvement des Peuples autochtones du Biafra (IPOB), un parti séparatiste interdit. « Le Département a perdu deux de ses membres dans ce qui était clairement une attaque non provoquée lancée par l'IPOB » a indiqué l'agence de renseignement dans un communiqué. « Tout est mis en œuvre pour que les assassins et tous ceux impliqués dans cet acte lâche soient rapidement arrêtés et remis à la justice » a-t-elle ajouté. Mais le porte-parole de l'IPOB, Emma Powerful, a affirmé que 21 militants de son mouvement avaient été abattus sans la moindre provocation. « Les forces de sécurité nigérianes ont pris d'assaut notre siège à Enugu, en tirant de manière indiscriminée, tuant 21 de nos membres et en arrêtant 47 » a-t-il assuré dans un communiqué. Il a aussi démenti la mort des deux agents du DSS. Les appels en faveur d'un État séparé du Biafra sont un sujet sensible au Nigeria où une déclaration unilatérale d'indépendance de cette province en 1967 a déclenché une guerre civile brutale de 30 mois. Plus d'un million de personnes, pour la plupart des Ibos, sont mortes des suites du conflit et de maladies.

*(Africa Radio, le 24-08-2020)*

### **Aux États-Unis, arrestation d'un professeur employé par la NASA accusé de relations avec une université chinoise...**

Les autorités américaines ont arrêté un professeur d'université du Texas qui menait des recherches pour la NASA, pour avoir caché ses relations avec une université chinoise. Zhengdong Cheng, 53 ans, professeur à l'université Texas A&M, est accusé de faux témoignages notamment. Le département américain de la Justice indique que M. Cheng a été engagé par l'université texane en 2004 et a commencé à travailler pour l'université chinoise en 2012. Il a caché ses liens avec la Chine lorsque son équipe a fait une demande de subvention auprès de la NASA. Pour passer un contrat avec la NASA, il est nécessaire de révéler d'éventuels liens avec la Chine. Or M. Cheng aurait à plusieurs reprises nié ses relations avec le pays. Le département de la Justice a affirmé qu'il enquêtait aussi pour savoir si M. Cheng est impliqué dans le programme du gouvernement chinois des « Mille talents », qui consiste à recruter des cerveaux étrangers. Les autorités américaines soupçonnent Pékin de tenter d'obtenir des technologies avancées via ce programme de recrutement.

*(Radio Japon international, le 25-08-2020)*

### **Aux États-Unis renforcement, du contrôle des instituts Confucius accusés de promouvoir la politique chinoise...**

Le porte-parole du gouvernement japonais Suga Yoshihide a fait savoir que le gouvernement gardait un œil sur les développements impliquant les instituts Confucius chinois. Les instituts sont des établissements éducatifs mis en place par Pékin en coopération avec des universités du monde entier, y compris au Japon, pour promouvoir la langue et la culture chinoises. Plus tôt ce mois-ci, l'administration du président américain Donald Trump a décidé de renforcer le contrôle sur les instituts Confucius aux États-Unis par le biais de mesures telles que la fourniture obligatoire de rapports sur leurs fonds opérationnels. L'administration soutient que les instituts promeuvent la propagande politique de Pékin. M. Suga a déclaré à la presse mercredi qu'il ne ferait pas de commentaire sur les politiques individuelles de Washington. Il a néanmoins indiqué que le gouvernement japonais travaillait en collaboration étroite avec les États-Unis sur divers dossiers, et continuerait à le faire.  
(*Radio Japon international, le 26-08-2020*)

### **Au Canada, l'accès à plusieurs documents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) refusé à Meng Wanzhou...**

Une cour canadienne a rejeté la demande de Meng Wanzhou, la directrice financière de Huawei, d'avoir accès à un certain nombre de documents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) relatifs à son arrestation en 2018, selon une décision de justice publiée mardi. Les six documents du SCRS qui ont été réclamés ne contiennent aucune information supplémentaire pouvant étoffer les accusations d'abus de procédure lancées par Mme Meng, a déclaré la juge Catherine Kane dans une décision de la Cour fédérale du Canada. La semaine dernière, les avocats de Mme Meng ont demandé à un juge de la Cour suprême de Colombie-Britannique de divulguer des documents officiels qui pourraient selon eux prouver que leur cliente est victime d'un abus, selon un reportage de la *CBC*. Les six documents concernés comprennent des rapports de situation du SCRS, un rapport par courriel envoyé par le Bureau d'enquête fédéral (FBI) des États-Unis, et des notes opérationnelles manuscrites, selon le journal canadien *The Globe and Mail*. Les rapports de situation du SCRS auraient été préparés quelques jours à peine avant et après l'arrestation de Mme Meng. Les juristes du Procureur général du Canada ont cependant soutenu que certains détails contenus dans ces documents devaient rester inconnus du public, et pourraient nuire à la sécurité nationale et aux relations internationales s'ils étaient divulgués. Mme Meng a été arrêtée le 1er décembre 2018 à l'aéroport international de Vancouver à la demande des États-Unis, qui demandent son extradition pour fraude. Mme Meng et Huawei ont nié à plusieurs reprises tout acte répréhensible. Les avocats de Meng Wanzhou ont également déclaré que les États-Unis avaient induit le Canada en erreur au sujet des preuves relatives à cette affaire. Le 15 juin, les avocats de Mme Meng ont déposé un argumentaire devant la Cour suprême de Colombie-Britannique pour s'opposer à la tentative d'extradition de Mme Meng vers les États-Unis pour fraude bancaire.  
(*Radio Chine internationale, le 27-08-2020*)

### **En Norvège, expulsion d'un diplomate russe accusé d'espionnage...**

Il y a quelques jours, le ministère norvégien des Affaires étrangères a pris la décision d'expulser un diplomate russe accusé d'être impliqué dans une affaire d'espionnage. Il sera expulsé du pays suite à l'arrestation d'un Norvégien soupçonné d'avoir transféré une information importante à un État étranger, indique la chaîne de télévision *NRK* en se référant à la diplomatie norvégienne. Le diplomate russe est accusé d'avoir commis des actions incompatibles avec son statut diplomatique, rapporte *NRK*. Auparavant, l'Agence norvégienne de sécurité de la police (PST) avait rapporté avoir arrêté, le 15 août, un homme de 50 ans soupçonné d'avoir transféré un secret d'État à un autre pays et qui aurait rencontré un espion russe. Il pourrait être condamné à une peine allant jusqu'à quinze ans de prison. La décision d'expulser le diplomate russe concerné a été prise parce qu'il aurait été en contact avec l'espion norvégien, a déclaré à *NRK* la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Norvège Trude Maaseide. Bien que son nom n'ait pas été divulgué, la diplomatie a précisé qu'il travaillait dans un secteur commercial de l'ambassade russe dans le pays.  
(*Radio Sputnik, le 28-08-2020*)

## **... MILITAIRE ...**

### **Un commandant arménien aurait été capturé par des militaires azerbaïdjanais...**

Les soldats azerbaïdjanais ont pris en otage un commandant de l'armée arménienne qui tentait de

commettre un sabotage sur la ligne de front. Selon une déclaration du ministère azerbaïdjanais de la Défense, les soldats azerbaïdjanais ont empêché une tentative de sabotage perpétrée dans la matinée par l'armée arménienne sur la ligne de front en direction de la ville de Goranboy. Les soldats arméniens se sont retirés en enregistrant une perte. Lors de l'opération un commandant de l'armée arménienne a été pris en otage par l'armée azerbaïdjanaise, a-t-on informé.  
(*La voix de la Turquie, le 24-08-2020*)

### **Les exercices conjoints américano-sud-coréens vivement critiqués par le Choson Sinbo...**

Le *Choson Sinbo* a de nouveau élevé la voix contre les exercices militaires conjoints menés, depuis le 18 août, par la Corée du Sud et les États-Unis. Le journal officiel de Jochongryon, l'association des Coréens pro-Pyongyang au Japon, a rapporté hier que Séoul et Washington jouaient avec le feu malgré un contexte sensible. Selon lui, l'armée nord-coréenne reste attentive au moindre geste de la part de ces « provocateurs mobilisés pour s'entraîner à envahir la Corée du Nord », et se tient prête à exercer des représailles de manière préventive. Il a appelé à éviter d'irriter le pays communiste, en mentionnant que celui-ci avait déjà élaboré, puis reporté en juin dernier un projet militaire contre le Sud. Toujours d'après l'organe de la communauté favorable à la Corée du Nord, les mauvaises décisions et les caprices du Sud peuvent susciter une crise plus importante, et il vaut mieux rester prudent pour passer le mois d'août sain et sauf. Le journal basé au Japon avait déjà critiqué avec virulence, le 13 août dernier, l'entraînement sud-coréano-américain, en évoquant l'éventuelle guerre qu'il pourrait entraîner. Un hebdomadaire de propagande de Pyongyang, le *Tongil Sinbo*, a lui aussi consacré une page sur une association civique sud-coréenne qui s'oppose à ces manœuvres militaires.  
(*KBS World Radio, le 26-08-2020*)

### **Fin des manœuvres militaires conjointes sud-coréano-américaines...**

La Corée du Sud et les États-Unis vont achever aujourd'hui leurs manœuvres militaires conjointes de dix jours. Ces exercices ont débuté le 18 août dernier, deux jours plus tard que la date prévue suite à l'identification d'un cas de Covid-19 chez les militaires qui devaient y participer. L'exercice de poste de commandement combiné (CCPT) s'est déroulé en deux temps : une première étape, du 18 au 22 août, pour la défense, et une seconde, du 24 au 28 août, pour la contre-attaque. Il a été réalisé principalement à l'aide de simulations informatiques. Mais, crise sanitaire oblige, les soldats des deux pays alliés n'ont pas effectué d'exercices nocturnes et leur nombre a été considérablement réduit. Cette année, ces opérations militaires ont attiré une attention d'autant plus vive qu'elles sont censées valider le processus du prochain transfert, de Washington à Séoul, du contrôle opérationnel (OPCON) en temps de guerre. L'enjeu était de tester la capacité opérationnelle complète (FOC) du futur commandant des forces américaines en Corée du Sud (USFK) chargé d'exercer l'OPCON à l'avenir. Or, cette évaluation n'a pu se dérouler comme prévu, car la crise du Covid-19 a obligé les États-Unis à envoyer en Corée du Sud leurs hommes depuis le continent américain, leur quartier général en Indo-Pacifique et leur base militaire au Japon. Ainsi, l'objectif n'a été atteint qu'à moitié. Cette complication risque de retarder le transfert de l'OPCON, alors que le président Moon Jae-in voulait reprendre ce contrôle à Washington avant la fin de son quinquennat, qui expirera en mai 2022, comme il l'avait promis dans sa campagne électorale.

(*KBS World Radio, le 28-08-2020*)

### **Exercices militaires chinois : plusieurs missiles balistiques tirés en direction de la mer de Chine méridionale...**

La Chine a lancé, mercredi 26 août au matin, deux missiles, dont un anti porte-avions, vers la mer de Chine méridionale, envoyant ainsi un avertissement clair aux États-Unis. Les missiles ont été tirés un jour après que la Chine a déclaré qu'un avion-espion américain U-2 était entré sans autorisation dans une zone d'exclusion aérienne, lors d'un exercice naval chinois à tir réel dans la mer de Bohai au large de sa côte nord. L'un des missiles, un DF-26B, a été lancé depuis la province nord-ouest du Qinghai, tandis que l'autre, un DF-21D, a décollé de la province du Zhejiang à l'est. Les deux ont été tirés dans une zone située entre la province de Hainan et les îles Paracels, selon *South China Morning Post*. Le DF-26 a une portée de 4 000 kilomètres et peut être utilisé dans des frappes nucléaires ou conventionnelles contre des cibles terrestres et navales. Le DF-21 a une portée d'environ 1 800 kilomètres, les médias d'État décrivant le plus avancé de la série, le DF-21D, comme le premier missile balistique antinavire au monde. Une source proche de l'armée chinoise a déclaré à *South China Morning Post* que les tirs de missiles visaient à améliorer la capacité de la Chine à empêcher

d'autres forces d'accéder à la mer de Chine méridionale, une région contestée. « C'est la réponse de la Chine aux risques potentiels posés par l'arrivée de plus en plus fréquente d'avions de combat et de navires militaires américains en mer de Chine méridionale » a déclaré la source. Dans un geste rare, l'Armée populaire de libération mène des exercices presque simultanément dans quatre régions maritimes.

*(Press TV, le 27-08-2020)*

L'armée américaine a annoncé que la Chine avait lancé mercredi quatre missiles balistiques vers la mer de Chine méridionale. Les projectiles sont tombés entre l'île de Hainan et les îles Paracels. Les types de missiles n'ont pas encore été déterminés. Le test intervient au lendemain de la dénonciation, par la Chine, de l'envoi par les États-Unis d'un avion de surveillance dans une zone d'exclusion aérienne définie par l'armée chinoise pour des exercices à munitions réelles. Le ministère chinois de la Défense a déclaré dans un communiqué que l'avion, un U-2, était entré dans la zone mardi, sans préavis. Les forces aériennes américaines du Pacifique affirment que le vol de l'U-2 dans la zone d'opérations indo-pacifique a été effectué dans le respect des règles et des réglementations internationales régissant la circulation aérienne. Les États-Unis et la Chine ont récemment intensifié leurs activités militaires. Les autorités chinoises organisent depuis la fin du mois d'août des exercices militaires dans le golfe de Bohai, en mer Jaune et dans les mers de Chine orientale et méridionale. En mer de Chine méridionale en particulier, l'armée chinoise a multiplié les exercices ces deux derniers mois. Les États-Unis ont organisé au début du mois leurs manœuvres semestrielles internationales autour d'Hawaï. L'armée américaine mène également des exercices en mer de Chine méridionale depuis lundi.

*(Radio Japon international, le 27-08-2020)*

### **L'armée chinoise annonce avoir repoussé un destroyer américain navigant dans les eaux des îles Paracels...**

Les États-Unis et la Chine se lancent des accusations réciproques sur leurs actions respectives dans la mer de Chine méridionale, qui fait l'objet d'un différend. Un porte-parole du Commandement du secteur sud de l'Armée populaire de libération de la Chine a déclaré que l'APL avait expulsé jeudi un navire de guerre américain qui avait pénétré dans les eaux territoriales chinoises des îles Xisha. Il a indiqué que le commandement avait dépêché des forces navales et aériennes pour suivre, identifier et demander à l'*USS Mustin*, un destroyer de la marine états-unienne de partir. Le porte-parole a vivement critiqué les États-Unis, affirmant qu'ils avaient à plusieurs reprises provoqué des troubles dans la mer de Chine méridionale, exercé une hégémonie sur la navigation au nom de la liberté de navigation et gravement porté atteinte à la souveraineté et aux intérêts de sécurité de la Chine. Il a ajouté que la Chine exhorte les États-Unis à mettre fin à ce genre d'action provocatrice afin d'éviter les accidents. Ce que la Chine appelle les îles Xisha sont également connues sous le nom d'îles Paracels. La Chine, le Vietnam et Taïwan les revendiquent. Le secrétariat états-unien de la Défense a publié jeudi une déclaration critiquant les actions militaires accrues de la Chine dans ces eaux. La déclaration précise que le département a alerté la Chine en juillet qu'il continuerait à surveiller la situation dans l'espoir que cette dernière réduise sa militarisation et sa coercition sur ses voisins de la mer de Chine méridionale. Elle souligne également que la Chine a choisi d'intensifier ses activités militaires en tirant des missiles balistiques.

*(Radio Japon international, le 28-08-2020)*

### **À Taïwan, inauguration d'un centre de maintenance pour avions de combat F-16...**

Le centre de maintenance des F-16 de la compagnie AIDC a été inauguré officiellement aujourd'hui en présence de la présidente de la République Tsai Ing-wen qui a salué l'avancée de l'industrie aérospatiale taïwanaise à l'échelle internationale. Tsai Ing-wen a souligné que la défense de la souveraineté taïwanaise doit passer par l'autonomie de la défense : « Le développement de l'industrie de la défense est le socle de la défense nationale qui peut augmenter la capacité de combat de l'armée taïwanaise. Le développement de l'industrie de la défense symbolise la détermination de Taïwan à défendre son territoire. La paix dépend de la défense. Ce que nous devons faire, c'est renforcer l'industrie de la défense ». Le nouveau centre de maintenance des F-16 doit être en mesure de générer une valeur de 79,5 milliards de dollars taïwanais (2,3 milliards d'euros) durant les 30 prochaines années en créant en même temps 600 nouveaux emplois chaque année.

*(Radio Taïwan international, le 28-08-2020)*



## ... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

### **À Moscou, une exposition internationale où 1 500 sociétés présentent les derniers modèles d'armes et de drones...**

Lors d'une grande exposition d'arsenaux militaires en Russie, Moscou présente ses derniers modèles d'armes et de drones. Quelque 1 500 entreprises participent cette année à l'événement, qui expose plus de 28 000 pièces d'équipement et d'armement militaires. Dimanche, lors de la cérémonie d'ouverture, le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline a déclaré que la technologie numérique et l'intelligence artificielle à usage militaire figuraient parmi les principaux thèmes de cette année. Un drone développé par une entreprise est présenté lors de ce salon, attirant notamment l'attention d'officiels chinois. Il mesure environ un mètre de long et peut transporter jusqu'à trois kilogrammes d'explosifs. Un haut responsable de l'entreprise a expliqué à la *NHK* que ce drone était le premier modèle téléguidé de ce type en Russie, ajoutant qu'il était très fiable et peu coûteux. La Russie a renforcé sa coopération militaire avec des pays comme la Chine, la Turquie et certains pays africains, leur fournissant des armes de pointe. Moscou aurait vendu pour plus de 14 milliards de dollars d'armes en 2019.

(*Radio Japon international, le 24-08-2020*)

### **À Taïwan, une commande de 21 véhicules de combat d'infanterie destinés à la police militaire...**

Le ministère de la Défense a récemment commandé 21 véhicules de combat d'infanterie CM-34, aussi surnommés *Clouded Leopard* ou Véhicules d'infanterie de combat de Taïwan (TIFV), pour la police militaire taïwanaise. C'est le Bureau des armements qui a développé la « Panthère nébuleuse », nom qui fait référence à une espèce endémique de Taïwan aujourd'hui disparue. Le Bureau a précisé que 284 unités avaient déjà été commandées pour l'armée. La production de ce véhicule blindé, dont environ 88% des pièces sont de fabrication locale, a débuté en 2019 et devrait être achevée en 2023. Trente-deux véhicules ont déjà été livrés l'année dernière, dont six sont déjà en service à l'heure actuelle. Le ministère de la Défense n'a précisé ni le lieu de déploiement ni l'utilisation qui sera faite de ces véhicules, mais son porte-parole Shih Shun-wen a indiqué que l'usage de la force militaire se ferait seulement en cas de menace évidente ou d'attaque, à titre d'autodéfense.

(*Radio Taïwan international, le 27-08-2020*)

## ... CYBERESPACE ...

### **Le logiciel espion israélien Pegasus aurait été vendu à plusieurs États du Golfe...**

La société israélienne de cybersécurité NSO Group Technologies, dont le logiciel espion *Pegasus* est utilisé pour pirater des téléphones portables, a vendu cet outil ces dernières années pour des centaines de millions de dollars aux Émirats arabes unis ainsi qu'à d'autres États du Golfe par la médiation du gouvernement israélien, a rapporté dimanche le quotidien israélien *Ha'aretz*. NSO est l'une des entreprises israéliennes les plus actives dans le Golfe, et *Pegasus 3* permet aux autorités chargées de l'application de la loi de pirater des téléphones portables, de copier leur contenu et parfois même de contrôler leurs caméras et leurs enregistrements audio. « Un produit que vous vendez en Europe pour 10 millions de dollars, vous pouvez le vendre dans le Golfe 10 fois plus cher » a révélé une source sous couvert d'anonymat au journal. Ainsi, NSO Group aurait passé des contrats avec l'Arabie saoudite, Bahreïn, Oman et les émirats Abu Dhabi et Ras El-Khaïmah. Le logiciel espion de la société permet aux agents de prendre efficacement le contrôle d'un téléphone via notamment l'application *WhatsApp*, en contrôlant subrepticement ses caméras et ses micros à partir de serveurs à distance et en collectant des données personnelles et des géolocalisations. Une action en justice a depuis été lancée par *WhatsApp* qui accuse NSO Group d'utiliser le service de messagerie qui appartient à *Facebook* pour mener des activités de cyberespionnage contre des journalistes, ou des militants des droits humains.

(*I24News, le 24-08-2020*)

### **Mise en garde américaine sur le risque de cyberattaques nord-coréennes ciblant des banques étrangères...**

Le gouvernement américain a émis une alerte, mercredi heure locale, pour avertir contre des cyberattaques nord-coréennes visant des banques d'autres pays. Quatre organes principaux du pays dont le département du Trésor et le FBI, ont publié cet avertissement dans un message d'alerte conjoint. Dans le détail, les autorités fédérales ont fait savoir que les pirates du pays communiste

utilisaient des logiciels malveillants pour accéder illégalement à des banques d'autres États pour lancer des transferts d'argent internationaux frauduleux et des retraits aux guichets automatiques. Elles ont baptisé ces activités illicites « *FASTCash 2.0 : Beagle Boys* de la Corée du Nord qui extorquent des banques ». *FASTCash* est une appellation donnée par les États-Unis en octobre 2018 pour qualifier ce genre d'opération suite aux attaques de plusieurs établissements bancaires américains prenant pour cible leurs distributeurs automatiques de billets.

(KBS World Radio, le 27-08-2020)

### **La Justice américaine demande la confiscation de 280 comptes bancaires qui seraient liés à des hackers nord-coréens...**

Le département américain de la Justice a annoncé hier, avoir déposé une plainte au tribunal fédéral de Washington, afin que soient confisqués 280 comptes bancaires utilisés dans le cadre de deux vols de crypto-monnaies qui auraient été perpétrés par des pirates nord-coréens. Selon le document, les deux affaires ont fait l'objet du même mode d'opération. Les crypto-monnaies dérobées ont été blanchies par l'intermédiaire de courtiers chinois du marché hors cote. En septembre 2019, un pirate lié au pays communiste a infiltré le portefeuille de crypto-monnaies d'une entreprise basée aux États-Unis. Le criminel s'est emparé de 2,5 millions de dollars, qu'il a ensuite blanchis via une centaine de comptes bancaires. La même année, en juillet, un hacker également affilié à P'yongyang avait piraté une plateforme d'échange de ces devises virtuelles. Il était parvenu à escroquer 272 000 dollars. Selon le département américain, le blanchiment de crypto-monnaies a été effectué par le même groupe de Chinois qui avait déjà été impliqué dans une affaire similaire de cybercriminalité financière commise en 2018 et révélée en mars 2020. À l'époque, le butin se chiffrait à 250 millions de dollars. D'après John Demers, secrétaire-adjoint chargé des questions de sécurité nationale au département de la Justice, un tel procès n'arrivera sans doute pas à stopper les actes illégaux du régime nord-coréen visant à alimenter sa caisse noire, mais il adressera un signal fort aux gouvernements et aux agents privés d'autres pays.

(KBS World Radio, le 28-08-2020)

**Renseignor**  
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris  
01 53 53 15 30